

D 733 BRÉSIL: POINT DE VUE GOUVERNEMENTAL
SUR LES CONFLITS DE LA TERRE

Les conflits pour la propriété de la terre sont entrés dans une phase décisive: jusqu'alors c'étaient les paysans qui comptaient les morts dans leurs rangs, mais désormais ce sont les tueurs à gages qui paient l'écot le plus lourd. C'est ce que reconnaît - en d'autres termes - le général Campos, commandant de la 10e Région militaire à Fortaleza, dans ses déclarations de la mi-août aux chefs d'entreprise de la région: "Il est impératif de prêter attention au changement de comportement de l'homme du sertan, lui qui était autrefois si soumis. Aujourd'hui, à cause de la presse, des organisations subversives et d'autres facteurs, on décèle déjà chez lui une insatisfaction. C'est pourquoi on ne peut remettre à plus tard un regroupement d'intelligences pour régler ce grave problème."

Ce sont, dans l'état actuel, les milieux religieux qui sont les principaux accusés dans cette évolution des rapports de force en milieu rural. Le calendrier du nouveau refroidissement entre l'Eglise et l'Etat s'établit comme suit:

- 13 août: conflit meurtrier de São Geraldo, dans le Pará, se soldant par un régisseur tué et un policier gravement blessé;
- 20 août: communiqué gouvernemental sur les responsables des conflits fonciers (texte intégral ci-dessous);
- 29 août: déclaration de l'épiscopat intitulée "Réflexion chrétienne sur la conjoncture politique" (cf. DIAL D 731);
- 30 août: accusation du sénateur Passarinho contre l'Eglise et ses agissements en milieu rural;
- 31 août: accusations nominales du colonel Curió contre les évêques, prêtres et religieuses en rural (cf. DIAL D 731);
- 1er septembre: arrestation de deux prêtres français de São Geraldo pour instigation à la lutte armée;
- 8 septembre: note de l'épiscopat sur la campagne d'accusations contre l'Eglise (texte ci-dessous).

Note DIAL

1- COMMUNIQUÉ GOUVERNEMENTAL SUR LES CONFLITS DE LA TERRE (20 août 1981)

La situation des quelque cinq cents familles de colons du Rio Grande do Sul qui se sont installées depuis un certain temps dans un camp situé dans la commune de Ronda Alta, et qui réclament des terres dans cet Etat, est l'un des cinquante foyers d'agitation dans le rural qui ont éclaté dans diverses régions du pays, comme le sud-est du Pará, le nord du Goiás, le sud de la Bahia et le nord-est du Mato Grosso.

Ces troubles ruraux, d'après les renseignements du gouvernement, sont dus aux agissements de secteurs sociaux en lien avec les commissions pastorales de la terre, certains hommes politiques d'opposition, les avocats des cultivateurs, les dirigeants syndicaux, et même avec des activistes appartenant à des organisations subversives. Conformément aux données de l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (INCRA) et du Groupe exécutif des terres de l'Araguaia-Tocantins (GETAT), le climat social qui règne dans ces régions s'est déjà soldé par des actes de violence et des actions armées, comme l'embuscade qui a touché quatre agents de la police fédérale et un technicien du GETAT dans la commune de Marabá, au Pará, le 13 août dernier. Au cours de cette attaque à main armée - qui n'est pas le seul cas enregistré ces derniers temps - est morte une personne non identifiée, tenue pour être le régisseur du domaine où l'incident s'est produit.

Les cinquante foyers de trouble

Les cinquante points du territoire national où ont éclaté des agitations, des conflits ou des actes de violence pour des questions de terre, sont les suivants:

- 1) Acre: communes de Rio Branco, Xapuri et Brasiléia, avec des incidents entre "possesseurs" (1) et gemmeurs (propriétaires) (2).
- 2) Bahia: dans le sud de l'Etat, conflits à Mucuri, Nova Viçosa et Caravelas.
- 3) Mato Grosso: dans les communes et localités de Luciara, Santa Teresinha, Porto Alegre, Barra do Garças, São Félix do Araguaia, Canabrava, Cascalheira, Rio Bonito, domaine Santo Antonio, domaine Marruá, domaine Tapiraguá, Ile du Bananal (frontière avec le Goiás), Pontes de Lacerda, Salto do Céu, Colider et Alta Floresta.
- 4) Mato Grosso do Sul: Itaquiará, domaine Baunilha, Eldorado et Mundo Novo.
- 5) Pará: Santarém, Marabá, São Félix do Xingú, Conceição do Araguaia.
- 6) Goiás: région du Bico do Papagaio, englobant les communes et localités d'Araguatins, São Sebastião do Tocantins, Sítio Novo, Araguaína, Xambóia, Axixá et Itaguatins.
- 7) Maranhão: commune d'Imperatriz.
- 8) Paraíba: Pitimbu-Caapora (domaine Tabu/Camucin), Baía da Traição (réserve indienne potiguara), Alagamar, Campina Grande, Alagoa Nova, Alhambra et Terra de Fogo.
- 9) Paraná: région du barrage hydro-électrique binational d'Itaipú, impliquant des "possesseurs" des fermiers et des propriétaires.
- 10) Rio Grande do Sul: camp d'Encruzilhada do Natalino, commune de Ronda Alta.
- 11) Rio de Janeiro: commune de Duque de Caxias, Cachoeira de Macacu et Magé.
- 12) Territoire de Roráima: pratiquement tout le territoire, impliquant des Indiens, des "possesseurs" et des propriétaires.
- 13) Sergipe: Pacatuba et Santana dos Frades.

(1) "Posseiro": littéralement possesseur. Petit cultivateur légalement propriétaire mais sans titres écrits (NdT).

(2) Récolteurs de latex d'hévéa (NdT).

L'agitation

De façon générale, l'agitation rurale dans ces foyers les plus critiques du territoire national est caractérisée par des actions d'occupations de terres ou par des conflits entre "possesseurs", Indiens et propriétaires (ou des fermiers); ainsi que par une importante propagande, très souvent faite par des autorités ecclésiastiques ou par les journaux et les radios des régions en question, contre le GETAT, l'INCRA, le gouvernement de l'Etat et la Fédération.

Pour avoir une idée de cette agitation, ces deux organismes ont informé, par exemple, que l'avocat Paulo Fontelles, très actif pour les questions de terre dans le nord du Goiás et dans le Pará, a donné une conférence le 10 juin à l'Université fédérale de Goiás, à Goiânia; au cours de cette conférence il a textuellement pris les positions suivantes, qu'il défend publiquement lors de ses rencontres avec les paysans:

- Sur la guérilla: "La guérilla continue jusqu'aujourd'hui avec le soutien du Parti communiste du Brésil. La guérilla de l'Araguaia (3) est aujourd'hui un drapeau qui flotte fièrement, une étoile qui brille dans l'obscurité de la nuit, une espérance pour des millions de brésiliens, une chance qui terrorise les généraux. Ses martyrs ne sont ni morts ni enterrés; ils ont été plantés dans les terres humides et généreuses de l'Araguaia, dans le coeur du peuple, comme des exemples de révolutionnaires. La guérilla n'est pas morte: dans les derniers mois trente tueurs à gages et courtiers véreux ont été tués dans la région."

- Sur l'occupation des terres: "Plus de 250.000 hectares ont déjà été appropriés par le peuple."

Les faits en rapport avec l'agitation en milieu rural sont nombreux. Presque tous les "possesseurs" de la région de Xinguara, Rio Maria et Rendenção, dans le sud-est du Pará, sont armés (4). A Barra do Garças (Mato Grosso), le journal "Vale do Araguaia" a publié le 15 avril un reportage dans lequel il est fait état de l'existence d'un camp d'entraînement de guérilleros bien équipés, y compris de moyens de communication sophistiqués pour ne pas se laisser surprendre. Les journalistes Manoel Novaes et Flávio dos Santos, de ce journal, ont affirmé avoir assisté à l'occupation d'un domaine par des "possesseurs", lesquels étaient accompagnés de l'évêque Mgr Pedro Casaldáliga, mais qui n'ont pas réussi leur opération par suite de la résistance opposée par les propriétaires.

Dans les régions frontalières entre le Mato Grosso et le Goiás, ainsi que dans le nord du Goiás, circulent des étrangers parmi lesquels des missionnaires et des aventuriers (5); on a aussi identifié des "signaux et contre-signaux" à l'atterrissage des petits avions dans les domaines de la région, pour alerter sur l'arrivée de personnes étrangères. On affirme à Barra do Garças que le commissaire de police de la ville, Aldemar Araújo Guerra, aurait eu un accident à cause des troncs mis en travers de la piste où il atterrissait avec son avion, dans le domaine Bituruma-Timboré situé dans la commune de Luciara, au Mato Grosso.

C'est une chose curieuse que l'articulation internationale des groupes qui travaillent en secteur rural, ainsi que le prouve le petit fait suivant.

(3) Sur la guérilla de 1972 cf. DIAL D 86 (NdT).

(4) Le communiqué gouvernemental oublie de préciser que ces armes sont les habituels fusils de chasse des paysans (NdT).

(5) Le document du "colonel Curió" du 31 août 1981 (cf. DIAL D 731) complète avantageusement cette accusation gouvernementale: il donne les noms des "missionnaires étrangers"! (NdT).

Il y a quelques semaines, le ministre de l'agriculture a reçu une lettre avec près de cinq cents signatures d'habitants de la ville de Crémone, en Italie: cette lettre dénonçait "les expropriations de terres et de maisons" de cultivateurs et la prétendue existence d'actes de violence de grands propriétaires dans la région de Centro dos Mulatos et de Sumaúma. Il s'agit d'une petite localité située dans la commune d'Axixá, du Goiás, une zone d'accès difficile et de moyens de communication précaires. Les faits se seraient produits quinze jours seulement avant l'arrivée de la lettre au Brésil.

Un certain nombre d'autorités du dit "clergé progressiste", de laïcs et de religieux, y compris des étrangers, mènent des actions de propagande antigouvernementale par la radio et les publications de leurs diocèses et de leurs paroisses. Le 11 de ce mois, l'évêque de Marabá, Mgr Alano Pena, a déclaré que le GETAT agit "systématiquement" en faveur des grands propriétaires et contre les cultivateurs. Mgr José Rodrigues, l'évêque de Juazeiro dans la Bahia, édite un bulletin photocopié et intitulé "Marcher ensemble"; il parle aussi à la radio rurale tous les vendredis. Dans une émission intitulée "En semant la vérité", voici quelques-unes des affirmations de l'évêque le 26 juin: "Ces jours-ci, au Congrès national on discute la nouvelle "loi électorale. Le sénateur de notre région, chef de la majorité gouvernementale au Sénat, a dit qu'il fallait modifier la loi électorale car le "Parti démocratique et social ne doit perdre les élections en aucun endroit. "Cette affirmation a soulevé une vague de protestations dans l'opposition, "car cette manoeuvre pour se maintenir au pouvoir est malhonnête et immorale."

Les critiques contre le GETAT

A Imperatriz, au Maranhão, des colons (6) de la région se sont réunis le 25 mai; ils ont fait un grand rassemblement et une manifestation pour protester contre le GETAT et le gouvernement. C'était une manifestation du même type que celles déjà faites dans d'autres régions et qui ont pour but, d'après les conclusions du GETAT, de motiver l'ensemble de la population et d'ouvrir de nouveaux foyers de frictions avec les autorités.

La création du GETAT en février 1980 (7) comme organisme spécial rattaché au Conseil national de sécurité, a été le reflet de la situation sociale dans cette région; le caractère critique de cette situation a été reconnu par le gouvernement fédéral qui a précisément créé le GETAT pour résoudre, rapidement et de façon objective, les problèmes de la terre dont certains traînaient depuis vingt ans. Le GETAT a hérité de l'INCRA et de l'Institut des terres du Pará un nombre important de problèmes de terres.

Par ailleurs on assiste, en ce qui concerne le GETAT, à un mouvement de discrédit (8) qui s'efforce de le montrer comme étant un organisme au service des grands propriétaires fonciers et créé pour "spolier" les cultivateurs et les "possesseurs", ainsi que l'a déclaré la semaine dernière l'évêque de Marabá (Pará), Mgr Alano Pena.

En réalité, pour la seule année dernière, l'INCRA a attribué un total de 100.282 titres de propriété de la terre à d'anciens "possesseurs"; il entend en attribuer 130.000 cette année. Le GETAT, pour sa part, agit directement ou par le biais d'accords passés avec des organismes publics relevant de l'agriculture, de l'élevage, de l'éducation - y compris la collation scolaire

(6) Nom technique donné aux paysans défricheurs de terres vierges
(7) Cf. DIAL D 605 (NdT).
(8) Cf. DIAL D 657 et 712 (NdT).

en rural -, de la distribution de médicaments, des mairies, de l'IBDF et autres organes de la Fédération ou de l'Etat.

Mais l'action la plus importante du GETAT, c'est sa rapidité pour régulariser la situation foncière, car elle jouit d'une autonomie reconnue par une législation appropriée. Par exemple, de juin 1980 à juin de cette année, le GETAT a déjà distribué 5.335 titres de propriété, procédé à 2.485 installations de paysans et délimité une superficie de 666.000 hectares dans la région du Tocantins-Araguaia.

A Rondo Alta, dans l'intérieur du Rio Grande do Sul, près de 500 familles se sont installées dans un camp depuis quelque temps, et réclament des terres à l'Etat. Le gouvernement de la Fédération et celui de l'Etat ont, en action conjointe, fourni des aliments, des médicaments et des tentes sur l'emplacement du camp. Etant donné qu'il n'y a pas de terres publiques dans l'Etat du Rio Grande do Sul, l'équipe de coordination installée dans le camp (9) a proposé des terres dans d'autres Etats; elle a ainsi emmené de nombreux colons dans la Bahia, le Roráima et le Mato Grosso, pour qu'ils y prennent connaissance des projets en cours. Tandis que la coordination attend que les colons se décident - plusieurs se sont déjà déclarés prêts à émigrer - les autorités ont, le 15 août dernier, averti que cette situation anormale ne peut se prolonger indéfiniment et que les colons doivent choisir: travailler les terres proposées, ou accepter les emplois que le gouvernement de l'Etat a mis à leur disposition dans des exploitations agricoles de la région.

Mais les colons ont été influencés par des éléments étrangers à leur milieu, des hommes politiques et des autorités ecclésiastiques: ceux-ci leur conseillent de ne pas quitter le camp, de ne pas sortir du Rio Grande do Sul et d'exiger l'expropriation par l'Etat de terres productives ou peu mises en valeur afin de s'y installer. Ils veulent ainsi obliger à une réforme agraire avec laquelle le gouvernement n'est pas d'accord.

2- NOTE OFFICIELLE DE LA CONFÉRENCE ÉPISCOPALE (8 septembre 1981)

De divers points du pays une accusation est lancée contre des membres et des organismes de l'Eglise: l'accusation d'occuper des terres et d'organiser l'agitation. Devant cette action répétée et conjuguée, il est difficile de ne pas penser à une orchestration.

Dans la situation actuelle de chômage croissant et d'appauvrissement du peuple, une réflexion pastorale s'impose.

Il est, dans notre pays, nécessaire de donner la priorité aux conditions de vie des populations à bas revenu qui portent le poids le plus lourd des difficultés de la crise actuelle. Alerter sur ce fait relève de la mission de l'Eglise, car elle a le devoir de contribuer au respect et à la promotion concrète de la personne humaine dans ses droits fondamentaux.

Cela exige la collaboration de tous, mais surtout l'action rapide et efficace des autorités à répondre aux besoins d'emploi, d'alimentation, de logement et de santé. Il est urgent de trouver la solution pour de nouveaux emplois et des chantiers de travail. Par suite des situations de carence

(9) Avec le "colonel Curio" à sa tête. Cf. DIAL D 731 (NdT).

contre lesquelles rien n'est fait, on assiste, avec une fréquence accrue, à des réactions d'impatience collective et à des incidents sérieux.

Au lieu de s'en prendre aux causes des revendications, on accuse jusqu'à des membres de l'Eglise de favoriser de telles réactions. Au lieu de répro-
ver des comportements qui, sans doute, sont parfois précipités, il faut é-
viter les actions arbitraires et répondre aux besoins du peuple au-delà de
la stricte légalité, en allant dans le sens des exigences profondes de la
justice et de la fraternité.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous
vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement: France 210 F - Etranger 245 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441